



eurotraduc
société de traduction

VEREIDIGTE ÜBERSETZUNG

ORIGINAL UND ÜBERSETZUNG ERSCHEINEN UNTER DER GLEICHEN NUMMER :
823342

Der Unterzeichnete **Luc PETRY**, vereidigter Übersetzer beim Obersten Gerichtshof von und zu Luxemburg, bestätigt hiermit, die gegenwärtige Übersetzung „**FONDATION DE LUXEMBOURG: MODIFICATION DES STATUTS**“ im Verein mit einem französisch - deutschen Übersetzer geprüft zu haben.

Seite 1 von 14.
14/03/2025



Luc PETRY
Traducteur - Interprète
assermenté
à la Cour Supérieure de Justice
à Luxembourg

Eurotraduc übernimmt keine Haftung für Übersetzungsfehler, die sich aus handgeschriebenen, schwer lesbaren, fehlerhaften oder unvollständigen Dokumenten ergeben, sowie für die Umschrift von Eigennamen von einer Sprache in eine andere.

Eine Übersetzung eines Diploms oder Zeugnisses bedeutet keinesfalls dessen Anerkennung; diese muss bei den Behörden des betreffenden Landes beantragt werden. Eurotraduc übernimmt keine Haftung hinsichtlich der Richtigkeit von Bezeichnungen von Diplomen oder Zeugnissen.



Eurotraduc Groupe S.à r.l.
86, rue de Luxembourg
L-4221 Esch-sur-Alzette

T : +(352) 47 46 76
F : +(352) 46 19 20
E : info@eurotraduc.lu

BCEELULL LU11 0019 1000 3336 0000
BILLLULL LU22 0021 1016 8440 0000

Aut. Etablissement 10149643/0
TVA LU 35056179
R.C. Luxembourg B 261237
Matricule 2021 2484 629

FONDATION DE LUXEMBOURG

Fondation

L-1468 Luxembourg, 12, Rue Erasme

R.C.S. Luxembourg G198

MODIFICATION DES STATUTS

du 04 décembre 2024 – N° 991/2024

L'an deux mille vingt-quatre, le quatre décembre.

Par-devant Maître Joëlle BADEN, notaire de résidence à Luxembourg.

A comparu :

Madame **Tonika HIRDMAN**, directrice générale, agissant en tant que mandataire du conseil d'administration de la fondation de droit luxembourgeois dénommée « **FONDATION DE LUXEMBOURG** », avec siège au L-1468 Luxembourg, 12, rue Erasme (numéro de matricule : 2008 61 03 231), immatriculée au Registre de commerce et des sociétés sous le numéro G198,

constituée par acte reçu par le notaire soussigné, en date du 18 décembre 2008, publié au Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations numéro 150 du 23 janvier 2009, approuvé par arrêté grand-ducal du 9 janvier 2009, et dont les statuts n'ont jamais été modifiés (la « **Fondation** »),

agissant aux termes d'un pouvoir donné lors de la réunion du conseil d'administration du 20 novembre 2024, dont un extrait restera annexé aux présentes.

Madame Tonika HIRDMAN expose et prie le notaire d'acter :

1° Suivant décision du conseil d'administration de la Fondation réuni le 20 novembre 2024, à laquelle plus des deux tiers (2/3) des membres étaient présents, il a été décidé, à l'unanimité des voix des membres présents, d'approuver la refonte des statuts de la Fondation pour les adapter à la loi du 7 août 2023 sur les associations sans but lucratif et les fondations (la « **Loi** »).

2° Le projet de modification des statuts a été envoyé au Ministre de la Justice pour approbation en date du 08 août 2024, conformément à l'article 44 de la Loi.

3° Le Ministre de la Justice a donné son accord en date du 19 septembre 2024.

4° Dès lors, les statuts de la Fondation prennent désormais la teneur suivante :

EUROTRADUC
Document N°

823342

« Chapitre I^{er}. Dénomination – Siège – Durée

Art. 1^{er}. La Fondation prend la dénomination de FONDATION DE LUXEMBOURG. (« la Fondation »). La Fondation a acquis son statut d'utilité publique en vertu d'un arrêté grand-ducal du 9 janvier 2008.

Art. 2. Le siège de la Fondation est établi à Luxembourg.

Il pourra être transféré dans toute autre localité du Grand-Duché de Luxembourg par décision du conseil d'administration prise conformément à l'article 17.

Art. 3. La Fondation est constituée pour une durée illimitée.

Chapitre II. Objet et moyens d'action

Art. 4. La Fondation a pour objet de promouvoir l'engagement philanthropique de personnes physiques et morales. A cette fin, elle peut prendre ou soutenir des initiatives et programmes dans les domaines scientifique, social, culturel, environnemental et tous autres domaines d'intérêt général, au Grand-Duché de Luxembourg et à l'étranger.

Art. 5. En vue de réaliser son objet, la Fondation peut notamment :

1. agir par l'information et le conseil ;
2. développer des services et outils promouvant et facilitant l'engagement philanthropique ;
3. abriter sous son égide des fonds à objet spécifique ;
4. octroyer des soutiens financiers, prix, récompenses et autres subsides à des organisations, publiques ou privées, des groupes d'individus ou des personnes individuelles ;
5. lancer des appels à projets ;
6. promouvoir des études et recherches ;
7. développer des programmes d'actions propres ;
8. créer ou participer à d'autres organismes, fondations, associations ou groupements à caractère non lucratif ;
9. intervenir par toute autre manière conforme à son objet social.

Elle veillera dans l'accomplissement de son objet :

1. à encourager les activités poursuivies par des organismes existants ;
2. à limiter dans le temps ses soutiens financiers à des projets spécifiques ;
3. à renouveler périodiquement ses programmes d'actions.

Elle informera le public, les instances intéressées et les pouvoirs publics de ses initiatives et des résultats qui s'en dégagent. Dans ce but, elle publiera notamment un rapport annuel.

Art. 6. La Fondation peut accepter des libéralités entre vifs ou testamentaires ainsi que des subsides privés ou publics afin d'en assurer la gestion ou de les redistribuer, ou encore afin d'en redistribuer les fruits et produits disponibles au profit de personnes, œuvres ou organismes d'intérêt

EUROTRADUC
Document N°

823342

général en se conformant, pour ce faire, aux intentions, charges et conditions éventuellement stipulées par les donateurs.

Chapitre III. Patrimoine et revenus

Art. 7. Au moment de sa constitution, la Fondation a reçu les apports suivants :

- de la part de l'État du Grand-Duché de Luxembourg la somme de deux millions cinq cent mille euros (EUR 2.500.000,-) ;
- de la part de l'Œuvre Nationale de Secours Grande-Duchesse Charlotte la somme de deux millions cinq cent mille euros (EUR 2.500.000,-).

Art. 8. Les revenus de la Fondation sont constitués par :

- les revenus du patrimoine ;
- les libéralités entre vifs ou testamentaires qu'elle pourra recevoir dans les conditions prévues par l'article 53 de la loi du 7 août 2023 sur les associations sans but lucratif et les fondations (la « Loi ») ;
- les subsides et subventions ;
- les revenus générés par la prestation de services par la Fondation.

L'énumération qui précède n'est pas limitative.

Chapitre IV. Administration

Art. 9. L'administration de la Fondation est confiée à un conseil d'administration, dénommé ci-après le « Conseil », composé d'un minimum de cinq et d'un maximum de onze membres.

Les administrateurs sont nommés à la majorité par les membres du Conseil d'Administration. En cas de renouvellement d'un mandat, l'administrateur dont le mandat expire ne peut participer ni à la délibération ni au vote.

Les administrateurs procédant à la nomination d'un nouveau membre veillent à assurer au Conseil une large représentativité de la société luxembourgeoise dans sa diversité ainsi qu'à la représentation au sein du Conseil d'un large éventail de compétences.

La révocation d'un administrateur a lieu à la majorité des deux tiers des administrateurs, l'administrateur concerné ne prenant part ni à la délibération ni au vote.

Les administrateurs ont un mandat de cinq ans, renouvelable une fois. L'administrateur qui remplace un administrateur démissionnaire, révoqué ou décédé est nommé pour un terme de cinq ans, renouvelable une fois. Le mandat des administrateurs expire de plein droit au moment où ils atteignent la limite d'âge de 75 ans.

La fonction d'administrateur est honorifique et ne donne droit à aucune rémunération.

Art. 10. Le Conseil élit parmi ses membres un président et un ou deux vice-présidents.

EUROTRADUC
Document N°

823342

Art. 11. Le Conseil se réunit aussi souvent que les intérêts de la Fondation l'exigent, mais au moins trois fois par année au lieu indiqué dans les avis de convocation. Ceux-ci indiquent l'ordre du jour et sont signés par le président du Conseil ou, en son absence, par un vice-président.

Les réunions sont présidées par le président et, en cas d'absence ou d'empêchement du président, par le vice-président ou l'administrateur le plus âgé.

Le Conseil ne peut délibérer valablement que si plus de la moitié des membres sont présents. Un ou plusieurs des administrateurs peuvent participer aux réunions par conférence téléphonique, vidéoconférence ou tout autre moyen de communication similaire ayant pour effet que tous les administrateurs participants puissent se comprendre mutuellement.

Les décisions sont prises à la majorité des membres présents ou représentés. En cas de partage de voix, la voix de celui qui préside est prépondérante.

Les administrateurs absents peuvent donner par écrit, par voie postale ou électronique, mandat à un autre administrateur pour les représenter aux délibérations du Conseil et voter en leur lieu et place, sans qu'un membre du Conseil ne puisse représenter plus d'un seul de ses collègues.

Les délibérations du Conseil sont actées dans des procès-verbaux signés par le président et le secrétaire. Les copies ou extraits de ces procès-verbaux sont certifiés conformes par le président ou deux administrateurs.

Dans des cas exceptionnels dûment justifiés par l'urgence, les décisions du Conseil peuvent être prises par consentement unanime des administrateurs, exprimé par écrit.

Chapitre V. Les pouvoirs du Conseil

Art. 12. Le Conseil jouit des pouvoirs les plus étendus pour réaliser l'objet de la Fondation ; il décide tous actes d'administration, de disposition et de gestion.

Art. 13. La Fondation est engagée dans toutes les affaires civiles et administratives par la signature conjointe de deux administrateurs, sans préjudice de délégations particulières décidées par le Conseil.

Art. 14. Le Conseil peut déléguer la gestion journalière de la Fondation à une ou plusieurs personnes, administrateurs ou non, nommées par lui et confier des mandats. Les délégués et mandataires ainsi nommés engageront la Fondation dans les conditions et limites de leurs pouvoirs. La gestion journalière de la Fondation inclut l'acceptation de legs et donations ainsi que la signature de tous documents en relation avec une telle acceptation. En général tous pouvoirs sont accordés au délégué à la gestion journalière pour entreprendre par sa seule signature toutes actions nécessaires dans le cadre d'une succession ou d'une donation.

EUROTRADUC
Document N°

823342

Art. 15. Le Conseil peut instituer des comités composés d'administrateurs ou non en vue de le conseiller dans la réalisation d'aspects spécifiques de l'objet de la Fondation.

Chapitre VI. Comptes annuels

Art. 16. L'exercice social commence le premier janvier et finit le trente et un décembre de chaque année.

La gestion financière fait l'objet d'une comptabilité régulière selon les exigences de l'article 52 de la Loi. La tenue de la comptabilité peut être confiée à un prestataire externe, désigné par le Conseil.

Dans les six mois qui suivent la clôture d'un exercice, le Conseil d'Administration établit les comptes de l'exercice close et le budget de l'exercice subséquent.

Dans le mois de leur approbation, les comptes annuels et le rapport de réviseur d'entreprises sont déposés et publiés conformément à l'article 57, paragraphe 3 de la Loi.

Les comptes annuels sont soumis au contrôle d'un réviseur d'entreprises qui consigne dans un rapport le résultat de son examen.

Le réviseur d'entreprises est désigné par le Conseil pour un mandat comportant le contrôle de cinq exercices sociaux. Son mandat est renouvelable une fois.

Les comptes annuels de l'exercice écoulé et le budget de l'exercice en cours sont communiqués au Ministre de la Justice conformément aux dispositions légales.

Chapitre VII. Modification des statuts

Art. 17. Le Conseil ne peut valablement délibérer sur les modifications aux statuts que si le texte des modifications est indiqué dans la convocation et s'il réunit au moins deux tiers de ses membres présents ou représentés.

Une modification ne peut être adoptée qu'à la majorité de deux tiers des voix des membres présents ou représentés.

Toutefois, la modification du but en vue duquel la fondation est constituée, ne peut être adoptée qu'à la majorité des trois quarts des voix des membres présents ou représentés.

Si les deux tiers des membres ne sont pas présents ou représentés à la première réunion du Conseil, il doit être convoqué une seconde réunion au moins huit jours avant la tenue de celle-ci dans les formes statutaires. Cette seconde réunion du Conseil pourra délibérer valablement, quel que soit le nombre de membres présents ou représentés, et adopter les modifications aux majorités prévues aux paragraphes 2 et 3.

La seconde réunion du Conseil ne peut être tenue moins de quinze jours après la première réunion. La convocation à la seconde réunion reproduit l'ordre du jours en indiquant la date et le résultat de la première réunion.

EUROTRADUC
Document N°

823342

Toute modification aux statuts adoptée en violation de ces paragraphes est nulle.

Les modifications aux statuts n'entreront en vigueur qu'après avoir été approuvées par arrêté grand-ducal.

Chapitre VIII. Dissolution

Art. 18. Outre la dissolution judiciaire prévue à l'article 58 de la Loi, la Fondation peut être dissoute par une décision de son Conseil où au moins les deux tiers de des membres sont présents ou représentés. La dissolution ne peut être adoptée qu'à la majorité des trois quarts des voix des membres présents ou représentés. Cette décision désignera un ou plusieurs liquidateurs et déterminera leurs pouvoirs, dans les limites légales. Elle n'entrera en vigueur qu'après avoir été approuvée par arrêté grand-ducal.

Au cas où la Fondation viendrait à être dissoute pour n'importe quelle cause, le patrimoine net sera affecté à une autre fondation de droit luxembourgeois ou à une association sans but lucratif reconnue d'utilité publique par arrêté grand-ducal. »

DONT ACTE

Fait et passé à Luxembourg, en l'étude du notaire soussigné, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire de la comparante, celui-ci a signé avec le notaire le présent acte.

Signé : T. HIRDMAN et J. BADEN

Enregistré à Luxembourg A.C. 1, le 4 décembre 2024.

1LAC / 2024 / 36274

Reçu soixante-quinze euros

€ 75,-

Le Receveur (s) Busack Sally

Le présent acte a été approuvé par arrêté Grand-Ducal conformément à la loi du 07 août 2023 sur les associations et les fondations sans but lucratif en date du 03 février 2025.

- POUR EXPEDITION CONFORME -
délivrée à la Société sur demande.

Luxembourg, le 26 février 2025.

Coût de cette expédition:

Timbres: 8.00 €

Rôles: 7.44 €

15.44 €

EUROTRADUC
Document N°

EUROTRADUC
Document N°
823342

FONDATION DE LUXEMBOURG

Stiftung

L-1468 Luxemburg, 12, Rue Erasme

R.C.S. (Handels- und Firmenregister) Luxemburg G198

SATZUNGSÄNDERUNG

vom 04. Dezember 2024– Nr. 991/2024

Am vierten Dezember zweitausendvierundzwanzig
ist vor Maître Joëlle BADEN, Notarin mit Amtssitz in Luxemburg,
erschienen:

Frau **Tonika HIRDMAN**, Generaldirektorin, handelnd als
Bevollmächtigte des Stiftungsrats der Stiftung luxemburgischen Rechts mit der
Bezeichnung „**FONDATION DE LUXEMBOURG**“, mit Firmensitz in L-
1468 Luxemburg, 12, rue Erasme (Identifikationsnummer: 2008 61 03 231)
eingetragen im Handels- und Firmenregister unter Nummer G198,

gegründet durch die Urkunde, die der unterzeichnenden Notarin am 18.
Dezember 2008 übergeben wurde, veröffentlicht im Amtsblatt „Mémorial C,
Recueil Spécial des Sociétés et Associations“ Nummer 150 vom 23. Januar
2009, genehmigt durch großherzoglichen Erlass vom 9. Januar 2009, deren
Satzung bis dato unverändert geblieben ist (die „**Stiftung**“),

handelnd auf der Grundlage einer Vollmacht, die ihr anlässlich der
Sitzung des Stiftungsrats vom 20. November 2024 erteilt wurde, wovon diesem
Schriftsatz ein Auszug beigefügt wird.

Frau Tonika HIRDMAN legt das Folgende dar und bittet die Notarin
um entsprechende Beurkundung:

1° Gemäß einem Beschluss in der Sitzung des Stiftungsrats vom 20.
November 2024, in der über zwei Drittel (2/3) der Verwaltungsratsmitglieder
anwesend waren, wurde von den anwesenden Mitgliedern einstimmig
beschlossen, eine Änderung der Stiftungssatzung zu verabschieden, um diese an
das Gesetz vom 7. August 2023 über Verbände ohne Gewinnerzielungsabsicht
und Stiftungen anzupassen (das „**Gesetz**“).

2° Der Entwurf der Satzungsänderung wurde am 08. August 2024 gemäß
Artikel 44 des Gesetzes zur Genehmigung an den Justizminister geschickt.

3° Der Justizminister erteilte am 19. September 2024 seine Zustimmung.

4° Die Satzung der Stiftung hat daher fortan den folgenden Wortlaut:

EUROTRADUC
Document N°

823342

„Kapitel I. Name - Sitz - Dauer

Art. 1. Die Stiftung erhält den Namen FONDATION DE LUXEMBOURG. („die Stiftung“). Die Stiftung hat ihre Gemeinnützigkeit gemäß dem großherzoglichen Beschluss vom 9. Januar 2008 erlangt.

Art. 2. Der Geschäftssitz der Stiftung wird in der Stadt Luxemburg errichtet.

Auf Beschluss des Stiftungsrats kann er gemäß Artikel 17 an einen beliebigen anderen Ort im Großherzogtum Luxemburg verlegt werden.

Art. 3. Die Stiftung wird auf unbegrenzte Dauer errichtet.

Kapitel II. Zweck und Handlungsinstrumente

Art. 4. Ziel der Stiftung ist die Förderung des philanthropischen Engagements von natürlichen und juristischen Personen. Zu diesem Zweck kann sie wissenschaftliche, soziale, kulturelle, ökologische und andere Initiativen und Programme von allgemeinem Interesse im Großherzogtum Luxemburg sowie im Ausland initiieren oder unterstützen.

Art. 5. Zur Erreichung dieses Ziels kann sie insbesondere folgende Handlungen vornehmen:

1. Beratung und Bereitstellung von Informationen;
 2. Entwicklung von Dienstleistungen und Instrumenten, die ein philanthropisches Engagement ermöglichen;
 3. Schirmherrschaft über Mittel mit spezifischem Bestimmungszweck;
 4. Gewährung finanzieller Unterstützung, Verleihung von Preisen und Prämien sowie Beihilfen an öffentliche und private Organisationen, Gruppen von Personen oder Einzelpersonen;
 5. Ausschreibung von Projekten;
 6. Förderung von Studien- und Forschungsarbeiten;
 7. Entwicklung eigener Aktionsprogramme;
 8. Errichtung von oder Teilnahme an anderen Organismen, Stiftungen, Vereinigungen oder Verbänden gemeinnütziger Natur;
 9. alle Arten von Handlungen im Einklang mit dem Zweck der Stiftung.
- Im Rahmen der Erfüllung ihres Zwecks trägt sie dafür Sorge, dass:
1. Aktivitäten von bestehenden Organismen gefördert werden;
 2. die finanzielle Unterstützung für spezifische Projekte zeitlich begrenzt ist;
 3. ihre Aktionsprogramme regelmäßig erneuert werden.

Sie informiert die Öffentlichkeit, interessierte Instanzen und die staatlichen Stellen über ihre Initiativen und deren Ergebnisse. Zu diesem Zweck veröffentlicht sie insbesondere einen Jahresabschluss.

Art. 6. Die Stiftung ist befugt, Schenkungen oder Gelder aus Erbschaften sowie private oder öffentliche Zuschüsse entgegenzunehmen, um diese zu verwalten oder zu verteilen bzw. die daraus resultierenden Erträge Personen,

EUROTRADUC
Document N°

823342

Wohltätigkeitseinrichtungen oder Organismen von allgemeinem Interesse zukommen zu lassen, wobei dies im Einklang mit den von den Geldgebern vorgesehenen Absichten, Bedingungen und möglichen Kosten erfolgen muss.

Kapitel 3 Vermögen und Einkommen

Art. 7. Zum Zeitpunkt ihrer Gründung erhält die Stiftung folgende Kapitalausstattung:

- vom Staat des Großherzogtums Luxemburg einen Betrag in Höhe von zwei Millionen fünfhunderttausend Euro (EUR 2.500.000,00);
- von der Oeuvre Nationale de Secours Grande-Duchesse Charlotte einen Betrag in Höhe von zwei Millionen fünfhunderttausend Euro (EUR 2.500.000,00).

Art. 8. Die Einnahmen der Stiftung setzen sich wie folgt zusammen:

- Erträge aus dem Vermögen;
- Gelder aus Schenkungen oder Erbschaften, die sie im Rahmen der in Artikel 53 des Gesetzes vom 7. August 2023 über Vereine und Stiftungen ohne Gewinnzweck vorgesehenen Bedingungen erhalten kann (das „Gesetz“);
- Zuschüsse und Subventionen;
- Einnahmen aus der Erbringung von Dienstleistungen durch die Stiftung.

Die vorstehende Aufzählung erhebt keinen Anspruch auf Vollständigkeit.

Kapitel IV. Verwaltung

Art. 9. Die Verwaltung der Stiftung wird einem Stiftungsrat, nachstehend „der Rat“, übertragen, der aus mindestens fünf und höchstens elf Mitgliedern besteht.

Die Ratsmitglieder werden durch Mehrheitsbeschluss von den Mitgliedern des Rats gewählt. Wenn ein Mandat verlängert wird, kann das Mitglied, dessen Mandat ausläuft, weder an den Beschlussfassungen noch an der Abstimmung teilnehmen.

Bei der Ernennung eines neuen Mitglieds tragen die Ratsmitglieder dafür Sorge, dass der Rat die Vielfältigkeit der luxemburgischen Gesellschaft widerspiegelt und ein breites Kompetenzspektrum umfasst.

Die Abberufung eines Ratsmitglieds muss mit einer Zweidrittelmehrheit der Mitglieder beschlossen werden, wobei das betroffene Mitglied weder an den Beschlussfassungen noch an der Abstimmung teilnehmen darf.

Die Dauer des Mandats der Ratsmitglieder beträgt fünf Jahre und kann einmal verlängert werden. Ein Ratsmitglied, das an die Stelle eines ausscheidenden, abberufenen oder verstorbenen Ratsmitglieds tritt, wird für die Dauer von fünf Jahren ernannt, wobei das Mandat einmal verlängert werden

EUROTRADUC
Document N°

823342

kann. Das Mandat der Ratsmitglieder läuft zu dem Zeitpunkt rechtskräftig aus, an dem sie die Altersgrenze von 75 Jahren erreicht haben.

Die Ratsmitglieder üben ihre Tätigkeit ehrenamtlich aus und haben keinen Anspruch auf Vergütung.

Art. 10. Der Rat wählt eines seiner Mitglieder zum Vorsitzenden sowie einen oder zwei zu stellvertretenden Vorsitzenden.

Art. 11. Der Rat tritt so häufig an dem in der Einladung angegebenen Ort zusammen, wie dies im Interesse der Stiftung erforderlich ist, mindestens jedoch dreimal pro Jahr. Die Einladung enthält die Tagesordnung und muss vom Vorsitzenden des Rates, oder bei dessen Abwesenheit, von einem stellvertretenden Vorsitzenden unterzeichnet sein.

Den Vorsitz der Sitzungen führt der Vorsitzende oder, falls dieser abwesend oder verhindert sein sollte, der stellvertretende Vorsitzende oder das älteste Ratsmitglied.

Der Rat ist nur dann beschlussfähig, wenn mehr als die Hälfte der Mitglieder anwesend sind. Eines oder mehrere Ratsmitglieder können per Telefon- oder Videokonferenz oder über ähnliche Kommunikationsmittel teilnehmen, die allen Ratsmitgliedern eine gegenseitige Verständigungsmöglichkeit bieten.

Beschlüsse werden mit der Stimmenmehrheit der anwesenden und vertretenen Mitglieder gefasst. Bei Stimmengleichheit gibt die Stimme des Vorsitzenden den Ausschlag.

Abwesende Ratsmitglieder können einem anderen Ratsmitglied postalisch oder auf elektronischem Wege eine schriftliche Vollmacht erteilen, sie bei den Beschlussfassungen zu vertreten und an ihrer Stelle abzustimmen, wobei jedes Mitglied des Rats nur einen seiner Kollegen vertreten darf.

Die Beschlüsse des Rates werden in dem vom Vorsitzenden und vom Schriftführer unterzeichneten Protokoll schriftlich festgehalten. Kopien oder Auszüge dieser Protokolle werden vom Vorsitzenden oder zwei Ratsmitgliedern beglaubigt.

In außergewöhnlichen Fällen, die sich aus einem Eilbedarf ergeben, können die Entscheidungen des Rates durch einstimmige Vereinbarung von den Ratsmitgliedern getroffen werden, die in Schriftform niederzulegen ist.

Kapitel V. Befugnisse des Rates

Art. 12. Der Rat verfügt über weitestreichende Befugnisse, die zur Umsetzung der Ziele der Stiftung erforderlich sind. Er entscheidet über alle administrativen Belange und ist für die Disposition und Verwaltung von Mitteln verantwortlich.

Art. 13. Die Stiftung haftet in allen zivil- und verwaltungsrechtlichen Angelegenheiten durch die gemeinsame Unterschrift von zwei Ratsmitgliedern, unbeschadet spezifischer, vom Rat beschlossener Vertretungen.

Art. 14. Der Rat kann die Verwaltung des Tagesgeschäfts an eine oder

EUROTRADUC
Document N°

823342

mehrere von ihm ernannte Personen übertragen, die Ratsmitglieder sind oder nicht, sowie Mandate vergeben. Die Stiftung haftet für die Handlungen der auf diesem Weg ernannten Vertreter und Bevollmächtigten im Rahmen der Bedingungen und Grenzen ihrer Befugnisse. Die tägliche Geschäftsführung der Stiftung schließt die Annahme von Vermächtnissen und Schenkungen sowie die Unterzeichnung sämtlicher Dokumente ein, die mit einer solchen Annahme in Verbindung stehen. Im Allgemeinen werden der mit der täglichen Geschäftsführung beauftragten Person sämtliche Befugnisse erteilt, um durch ihre alleinige Unterschrift sämtliche erforderlichen Handlungen im Rahmen einer Erbschaft oder Schenkung durchzuführen.

Art. 15. Der Rat kann Ausschüsse einsetzen, deren Mitglieder Ratsmitglieder sind oder nicht, die ihn bei der Umsetzung spezifischer Aspekte des Stiftungszwecks beraten.

Kapitel VI. Jahresabschluss

Art. 16. Das Geschäftsjahr beginnt am ersten Januar und endet am einunddreißigsten Dezember jeden Jahres.

Die tägliche Geschäftsführung ist Gegenstand einer regelmäßigen Buchführung gemäß den Anforderungen von Artikel 52 des Gesetzes. Die Buchführung kann einem externen Dienstleister übertragen werden, der vom Rat bestimmt wird.

Innerhalb sechs Monaten nach Abschluss eines Geschäftsjahres erstellt der Stiftungsrat den Jahresabschluss des abgeschlossenen Geschäftsjahres und das Budget des folgenden Geschäftsjahres.

Innerhalb eines Monats nach ihrer Verabschiedung werden der Jahresabschluss und der Bericht des Abschlussprüfers gemäß Artikel 57, Abs. 3 des Gesetzes eingereicht und veröffentlicht.

Der Jahresabschluss unterliegt der Prüfung durch einen Abschlussprüfer, der das Ergebnis seiner Prüfung in einem Prüfbericht schriftlich dokumentiert.

Der Abschlussprüfer wird vom Rat bestellt. Sein Mandat umfasst die Prüfung von fünf Geschäftsjahren. Es kann einmal verlängert werden.

Im Einklang mit den gesetzlichen Vorschriften wird der Justizminister über den Jahresabschluss für das abgeschlossene Geschäftsjahr sowie das Budget für das laufende Geschäftsjahr informiert.

Kapitel VII. Satzungsänderungen

Art. 17. Der Rat ist hinsichtlich Satzungsänderungen nur beschlussfähig, wenn der Text der Änderungen in der Ladung angegeben ist und in der entsprechenden Sitzung mindestens zwei Drittel seiner Mitglieder anwesend oder vertreten sind.

Eine Satzungsänderung kann nur mit der Mehrheit von zwei Drittel der Stimmen der anwesenden oder vertretenen Mitglieder verabschiedet werden.

Eine Änderung des Zwecks, mit dem die Stiftung gegründet wurde, kann

EUROTRADUC
Document N°

823342

nur mit der Mehrheit von drei Vierteln der Stimmen der anwesenden oder vertretenen Mitglieder verabschiedet werden.

Wenn zwei Drittel der Mitglieder in der ersten Ratssitzung nicht anwesend oder vertreten sind, muss der Rat zu einer zweiten Sitzung einberufen werden, und dies innerhalb der statutarischen Formen mindestens acht Tage vor der Abhaltung dieser Sitzung. In der zweiten Sitzung des Rates ist dieser unabhängig von der Anzahl der anwesenden oder vertretenen Mitglieder beschlussfähig. Änderungen können mit den Mehrheiten gemäß den Punkten 2 und 3 verabschiedet werden.

Zwischen der ersten und zweiten Sitzung des Rates müssen mindestens fünfzehn Tage liegen. In der Ladung zur zweiten Sitzung muss die Tagesordnung mit Angabe von Datum und Ergebnis der ersten Sitzung aufgeführt sein.

Änderungen der Satzung, die unter Verletzung dieser Absätze verabschiedet werden, sind nichtig.

Die Satzungsänderungen treten erst nach ihrer Genehmigung durch großherzoglichen Beschluss in Kraft.

Kapitel VIII. Auflösung

Art. 18. Neben der gerichtlichen Auflösung gemäß Artikel 58 des Gesetzes kann die Stiftung durch eine Entscheidung des Rates innerhalb einer Sitzung aufgelöst werden, bei der mindestens zwei Drittel der Mitglieder anwesend oder vertreten sind. Die Auflösung kann nur mit der Mehrheit von drei Vierteln der Stimmen der anwesenden oder vertretenen Mitglieder verabschiedet werden. Mit diesem Beschluss werden ein oder mehrere Liquidator(en) bestellt und deren Befugnisse im Rahmen der gesetzlichen Grenzen festgelegt. Die Auflösung tritt erst nach Genehmigung durch großherzoglichen Beschluss in Kraft.

Falls die Stiftung aus irgendeinem Grund aufgelöst werden sollte, geht das Nettovermögen an eine andere Stiftung luxemburgischen Rechts oder an einen Verein ohne Gewinnzweck der durch großherzoglichen Beschluss als gemeinnützig anerkannt wurde. “

HIERÜBER URKUNDE

Vorgenommen und abgeschlossen in Luxemburg, in der Kanzlei der unterzeichneten Notarin, am einleitend genannten Datum.

Nach Verlesung und Erläuterung vor dem Bevollmächtigten der Erschienenen unterzeichnete dieser die vorliegende Satzung mit der Notarin.

Gez.: T. HIRDMAN und J. BADEN

Eingetragen in Luxemburg A.C. 1, am 4. Dezember 2024.

1LAC / 2024 / 36274

Entgegengenommen wurden: fünfundsiebzig Euro

EUROTRADUC

Document N°

823342

€ 75,00

Der Empfänger (gez.) Busack Sally

Der vorliegende Schriftsatz wurde durch großherzoglichen Erlass gemäß dem Gesetz vom 07. August 2023 über Vereinigungen und Stiftungen gemeinnütziger Natur am 03. Februar 2025 genehmigt.

- BEGLAUBIGT - der Gesellschaft auf Anfrage ausgehändigt.

Luxemburg, 26.02.2025

Kosten der Ausfertigung:

Stempelst.: 8.00 €

Urkundenrolle: 7.44 €

€ 15,44



EUROTRADUC
Document N°
823342